

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

FEDERAL FINANCE

Société anonyme au capital de 20 747 030 euros
Siège social : 1, allée Louis Lichou - 29480 Le Relecq-Kerhuon
318 502 747 RCS Brest

Comptes annuels au 31 décembre 2025 approuvés par l'Assemblée générale ordinaire du 06 mai 2026

I. – Bilan au 31 décembre 2025

(En milliers d'euros)

Actif	Notes	31.12.2025	31.12.2024
Caisse, Banques centrales		-	-
Effets publics et valeurs assimilées		-	-
Créances sur les établissements de crédit	1 & 15	2 024 659	2 235 561
Opérations avec la clientèle	2 & 15	2 804 431	2 753 703
Obligations et autres titres à revenu fixe		-	-
Actions et autres titres à revenu variable	3	1	718
Participations et autres titres détenus à long terme	4	890	874
Parts dans les entreprises liées	4	69 230	69 230
Immobilisations incorporelles	5	6 690	6 692
Immobilisations corporelles	5	9	31
Autres actifs	6	11 564	12 325
Comptes de régularisation	7	11 695	12 687
Total		4 929 170	5 091 820

Passif	Notes	31.12.2025	31.12.2024
Dettes envers les établissements de crédit	8 & 15	3 970 878	4 063 189
Opérations avec la clientèle	9 & 15	699 641	772 397
Dettes représentées par un titre		-	-
Autres passifs	10	10 723	8 095
Comptes de régularisation	11	12 606	12 183
Provisions	12	4 077	4 734
Dettes subordonnées	13	20 026	20 033
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)		1 164	1 164
Capitaux propres hors FRBG	14	210 056	210 025
Capital souscrit		20 747	20 747
Primes d'émission		4 685	4 685
Réserves		64 132	64 132
Provisions réglementées et subventions d'investissement		-	-
Report à nouveau		80 501	76 060
Résultat de l'exercice		39 990	44 400
Total		4 929 170	5 091 820

Hors-bilan	Notes	31.12.2025	31.12.2024
Engagements donnés	16	242 743	275 569
Engagements de financement		196 887	229 968
Engagements de garantie		45 856	45 601
Engagements sur titres		-	-
Engagements reçus	16	1 194 497	1 145 762
Engagements de financement		-	-
Engagements de garantie		1 194 497	1 145 762
Instruments financiers à terme		1 512 530	975 250

II. – Compte de résultat

Compte de résultat	Notes	31.12.2025	31.12.2024
Intérêts et produits assimilés	17	149 570	168 160
Intérêts et charges assimilées	17	-135 455	-158 009
Revenus des titres à revenu variable	18	33 704	32 651
Commissions (produits)	19	25 185	41 870
Commissions (charges)	19	-5 577	-5 563
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation		19	15
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	20	377	134
Autres produits d'exploitation bancaire		349	1 734
Autres charges d'exploitation bancaire		-1 035	-374

Produit net bancaire		67 137	80 617
Charges générales d'exploitation	21	-21 433	-31 994
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		-14	-64
Résultat brut d'exploitation		45 690	48 559
Coût du risque	22	-2 937	541
Résultat d'exploitation		42 753	49 101
Gains ou pertes sur actifs immobilisés		-	-
Résultat courant avant impôt		42 753	49 101
Résultat exceptionnel		-	-
Impôt sur les bénéfices	23	-2 763	-4 700
Dotations/Reprises de FRBG et provisions réglementées		-	-
Résultat net		39 990	44 400

III — Annexe

Cadre juridique et financier et faits marquants de l'exercice

Cadre juridique et financier

Federal Finance, actionnaire principal de Arkéa Asset Management, de Arkéa Real Estate et de Arkéa Real Estate Investment Management :

- développe les activités de banque privée du Crédit Mutuel Arkéa sous la marque Arkéa Banque Privée,
- développe les activités d'épargne salariale du Crédit Mutuel Arkéa.

Faits marquants de l'exercice

Dans le cadre de la réorganisation d'Arkéa IS, les fonctions d'« asset manager support », exercées historiquement par les équipes de Federal Finance, ont été transférées le 31 décembre 2024 au profit d'Arkéa Asset Management.

2025 marque la première année d'exercice centrée sur Fédéral Finance : Banque pour clients fortunés et la tenue de compte Epargne Salariale. L'activité de financement pour le compte de tiers a été transférée au CFCAL ce qui a eu un impact à la baisse sur nos volumes de production de crédit.

Principes comptables et méthodes d'évaluation

Présentation des comptes

La présentation des comptes est faite en conformité avec les Règlements n° 2014-07, n° 2018-01 et n° 2020-10 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Le règlement ANC 2014-07 a fait l'objet d'une modification par le règlement ANC 2023-03 qui matérialise la suppression des transferts de charges.

Principes généraux et méthodes d'évaluation

Principes généraux

Les méthodes d'évaluation des comptes annuels retenues pour cet exercice, n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité d'exploitation,
- permanence de méthodes d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les comptes de la société sont établis conformément aux principes comptables généralement admis ainsi qu'aux dispositions réglementaires applicables aux établissements de crédit en France, prescrites par le règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 qui regroupe à droit constant dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Options et méthodes d'évaluation

Créances

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont régies par le règlement ANC 2014-07 relatif au traitement comptable du risque de crédit dans les entreprises relevant du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière. Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Federal Finance applique l'étalement des commissions d'octroi de crédits (COC) et des commissions de renégociation sur la durée de vie effective du crédit au prorata du capital restant dû. Les commissions reçues sont présentées en produits nets d'intérêts dans le produit net bancaire au compte de résultat et intégrées à l'encours de crédit concerné au bilan.

Classement

Les créances sont réparties en encours sains et encours douteux.

Sont classées en encours douteux les créances pour lesquelles un risque de non-recouvrement partiel ou total est probable et qui répondent à l'une des deux conditions suivantes :

- impayés de plus de six mois pour les crédits immobiliers ou de plus de trois mois pour les autres types de crédits,
- contrepartie présentant une situation financière dégradée ou faisant l'objet de procédures contentieuses.

Le passage d'une créance en encours douteux entraîne par contagion un classement identique de l'ensemble des créances d'une contrepartie donnée.

Sont qualifiées d'encours douteux compromis les créances dont la déchéance du terme est prononcée.

La notion de « créances douteuses » recouvre les encours douteux et les encours douteux compromis. La comptabilisation des intérêts est suspendue à la date de passage en encours douteux compromis.

Les encours douteux sont classés en encours sains lorsque l'emprunteur est resté sain sur les 24 derniers mois et qu'il ne présente aucun impayé de plus de 30 jours sur l'ensemble de ses contrats à la fin des 24 mois.

Lorsque les paiements des échéances ont repris de manière régulière, les créances sont reclassées en encours sains. Les créances restructurées dont la probabilité de recouvrement est jugée suffisante figurent également en encours sains.

Une créance restructurée est une créance ayant fait l'objet d'une concession accordée pour tout type d'exposition à un client rencontrant ou sur le point de rencontrer des difficultés à honorer ses engagements financiers.

Le classement des créances restructurées en encours douteux peut être abandonné lorsque le risque sur la contrepartie au sens du quatrième alinéa de l'article 2221-1 de l'ANC 2014-07 est définitivement levé et lorsque les paiements ont repris de manière régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine. Dans ce cas, l'encours est porté à nouveau en encours sain.

Conformément au défaut Bâlois, une période probatoire de 3 mois minimum est appliquée durant laquelle l'emprunteur est maintenu en défaut, suite à cette période, le retour en sain est conditionné à la validation à dire d'expert ou à l'absence d'incident pendant la période probatoire.

Les primes de remboursement sont amorties linéairement sur la durée de vie des emprunts.

Qualité du risque de crédit du portefeuille

La qualité du risque du portefeuille de crédits à la clientèle s'apprécie au travers de la notation interne des clients qui mesure la capacité de remboursement dans les 12 mois à venir. Mise à jour quotidiennement pour tenir compte des éventuels événements de risque, elle est exprimée sur une échelle de 11 notes, allant de la meilleure note A+ (risque le plus faible) à la moins bonne note F (risque le plus fort). Les notes internes E- et F rassemblent les créances douteuses, les neuf autres notes regroupant les créances saines.

Dépréciations

Les créances douteuses font l'objet, dossier par dossier, d'une dépréciation destinée à couvrir la perte probable. Ces dépréciations viennent en déduction des créances correspondantes à l'actif. Les intérêts sur créances douteuses comptabilisés en produits sont intégralement dépréciés.

Au compte de résultat, les dotations et reprises des dépréciations, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties sont portées dans la rubrique coût du risque, à l'exception des dotations et reprises des dépréciations relatives aux intérêts sur encours douteux qui sont présentées dans le produit net bancaire.

Conformément à la PGRC (Politique de Gestion du Risque de Crédit Clientèle), les provisions sont calculées de façon statistique puis complétées par des provisions à dire d'expert.

Les dépréciations sont constituées en valeur actualisée afin de couvrir l'ensemble des pertes prévisionnelles sur les encours douteux ou douteux compromis. Les pertes prévisionnelles sont égales à la différence entre les flux contractuels initiaux restant dus et les flux prévisionnels actualisés.

L'actualisation est effectuée au taux effectif d'origine des encours correspondants pour les prêts à taux fixe, ou au dernier taux effectif déterminé selon les termes contractuels pour les prêts à taux variable.

En pratique, les flux prévisionnels ne sont actualisés que si l'incidence de l'actualisation est significative au regard de leurs montants prudemment estimés ; en conséquence, seules les dépréciations sur créances contentieuses font l'objet d'une actualisation. Au compte de résultat, les dotations relatives à l'actualisation sont portées en coût du risque et les reprises relatives aux effets de désactualisation sont portées en produit net bancaire. Sont recensées au passif les provisions destinées à couvrir des risques hors-bilan individualisés.

La perte prévisionnelle est calculée, en appliquant des grilles de taux de provisionnement statistique, qui tiennent compte de l'ancienneté de la créance dans le défaut et de la valeur de la garantie.

Conformément au DGRC (Dispositif de Gestion du Risque de Crédit Clientèle), le passage en perte est réalisé, d'une manière générale, après avoir épuisé toutes les possibilités de recouvrement et sur décision de la structure ayant reçu pouvoirs, la créance jugée définitivement perdue est soldée par un compte « créances irrécouvrables ».

Garanties

Les garanties sont valorisées à la meilleure périodicité, en fonction de la nature des garanties figurant au portefeuille.

Portefeuille titres

Les opérations sur portefeuille titres sont comptabilisées conformément aux dispositions prévues dans le règlement ANC 2014-07.

Titres de placement

Sont considérés comme des titres de placement les titres qui ne sont pas inscrits ni parmi les titres de transaction, ni parmi les titres d'investissement, ni parmi les titres visés au chapitre 5 du titre 3 du livre II de l'article 2014.07 de l'ANC.

Les titres de placement sont comptabilisés au bilan à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition frais exclus en incluant le cas échéant les intérêts courus. A chaque arrêté, ces titres sont évalués au prix de marché du jour le plus récent.

La différence positive entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement des titres à revenu fixe est amortie sur la durée de vie résiduelle des titres en utilisant la méthode actuarielle à l'exception des titrisations et des obligations structurées pour lesquelles la méthode linéaire est appliquée.

A chaque arrêté comptable, par ligne de titre, les moins-values latentes ressortant de la différence entre la valeur comptable et le prix de marché des titres ne s'inscrivant pas dans une stratégie de couverture font l'objet d'une dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Titres de participation et parts dans les entreprises liées

Les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont constitués d'actions et de valeurs assimilées dont la possession durable est estimée utile au développement de l'entreprise et qui permettent d'exercer une influence notable sur la société émettrice ou d'en assurer le contrôle. Cette influence est présumée pour un pourcentage de contrôle supérieur ou égal à 10 %.

Les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont comptabilisés à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition, frais exclus. Ils sont ensuite évalués en fonction de leur valeur d'utilité et figurent au bilan au plus bas de leur valeur d'acquisition et de cette valeur d'utilité.

L'estimation de la valeur d'utilité, pour chaque titre, s'appuie sur des méthodes d'évaluation fondée soit sur des approches de marché (multiples, benchmarks sectoriels, cours de bourse moyen...), des approches par les résultats (actualisation des flux futurs, DCF - Discounted Cash-Flows, DDM - Dividend Discount Model, ...) ou des approches par les coûts (actif net réévalué), permettant ainsi d'apprécier les perspectives de rentabilité.

Les moins-values latentes résultant de la différence entre la valeur comptable et la valeur d'utilité, calculées par lignes de titres, font l'objet d'une dotation pour dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes constatées. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Autres titres détenus à long terme

Les autres titres détenus à long terme sont des actions ou des valeurs assimilées qui sont détenues dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influence dans la gestion de cette dernière, en raison de la faiblesse des droits de vote liés à ces titres. Les autres titres détenus à long terme sont comptabilisés à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition, frais exclus. Ils sont ensuite évalués en fonction de leur valeur d'utilité et figurent au bilan au plus bas de leur valeur d'acquisition et de cette valeur d'utilité.

Les moins-values latentes résultant de la différence entre la valeur comptable et la valeur d'utilité, calculées par lignes de titres, font l'objet d'une dotation pour dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes constatées. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Zone de jugement et d'estimation

La détermination des justes valeurs des titres de capitaux propres en portefeuille est déterminée notamment en appliquant les recommandations de l'IPEV Board (International Private Equity and Venture Capital Valuation) :

- la juste valeur est établie sur la base des informations connues et connaissables à date d'évaluation,
- les mesures gouvernementales (dont les mesures trésorerie) sont intégrées si elles sont assurées,
- le poids relatif des transactions récentes doit être considéré pour réaliser l'évaluation,
- la juste valeur correspond au prix qui serait reçu dans le cadre d'une transaction normale entre participants de marché dans l'environnement actuel.

Opérations sur instruments financiers à terme

Les opérations sont comptabilisées conformément aux dispositions du règlement ANC n° 2014-07.

Les engagements sur les instruments financiers à terme sont portés sur une ligne du hors-bilan pour leur valeur nominale. Ce montant ne constitue qu'une indication du volume d'opérations en cours à la clôture et ne reflète pas les risques de marché attachés à ces instruments. La juste valeur des instruments financiers est déterminée par référence à une valeur de marché ou par application de modèles d'évaluation généralement admis.

Instruments de taux

Marchés organisés

Les contrats de marché à terme sont réévalués à chaque arrêté à leur valeur de marché. Pour les opérations de couverture, les gains et les pertes réalisés sont comptabilisés en compte de résultat symétriquement à l'enregistrement des charges et produits relatifs à l'élément couvert. Pour les positions isolées, les gains et les pertes liés à la réévaluation sont portés directement au compte de résultat.

Marchés de gré à gré

Les contrats d'échange de taux d'intérêt (swaps) et les accords de taux futurs (FRA) donnent lieu à un calcul d'intérêts prorata temporis sur leur durée de référence. Les charges et produits sur un même contrat sont enregistrés pour leur montant net.

Pour les contrats optionnels (cap, floor, collar), les primes et les intérêts courus sont comptabilisés en résultat prorata temporis.

Dans le cas des swaps spéculatifs, une provision est comptabilisée en cas de moins-value latente.

Dans le cas des swaps de couverture, une provision est comptabilisée sur le titre couvert qui dégage une moins-value (qui ne serait pas totalement compensée par la plus-value latente du swap).

Instruments de change

Sur les swaps de change, le différentiel de valorisation est comptabilisé en résultat à chaque date d'arrêté.

Pour les options de change, les plus ou moins-values latentes sont constatées en résultat. A l'échéance, si l'option est exercée, cela se traduit par une opération d'achat ou de ventes de devises.

Conformément à l'article 2526-1 de l'ANC 2014-07, les soultes constatées lors de la conclusion d'un contrat ou d'un ensemble de contrats d'échange de taux d'intérêt ou de devises inscrits dans les catégories a), b) ou c) de l'article 2522-1 sont rapportées au compte de résultat sur la durée de vie du ou des contrats concernés. Les soultes constatées lors de la résiliation ou de l'assignation d'un contrat d'échange de taux d'intérêt ou de devises sont rapportées immédiatement au compte de résultat. Toutefois lorsqu'un contrat répondait initialement aux conditions définies aux points b) ou c) de l'article 2522-1 et que ce contrat est soit assigné, soit résilié et éventuellement remplacé par un autre contrat ou instrument équivalent, ces soultes peuvent être rattachées prorata temporis. Ces règles s'appliquent quelle que soit la dénomination des soultes. Pour l'application du présent règlement est considérée comme assignation d'un contrat d'échange de taux d'intérêt ou de devises une opération par laquelle un établissement transfère ce contrat d'une contrepartie originelle à une autre contrepartie, avec l'accord de chacune d'elles, selon des formes juridiques adéquates et éventuellement avec le versement d'une soulte.

Immobilisations

Les immobilisations figurent au coût historique, diminué des amortissements cumulés. Les amortissements sont pratiqués sur le mode linéaire.

Conformément au règlement ANC n° 2014-03 relatif aux règles d'amortissement et de dépréciation des actifs, les principaux composants des constructions sont isolés en comptabilité et amortis sur leurs durées d'utilisation respectives. Les composants et durées d'amortissements suivants ont été retenus :

Composant	Durée d'amortissement
Terrain	Non amortissable
Gros œuvre	Immeubles de direction et de placement : 50 ans
	Agences : 25 ans
Clots et couverts	25 ans
Lots techniques	20 ans
Agencements	3 à 15 ans
Mobiliers	10 ans
Matériels électroniques et de sécurité	3 à 10 ans
Logiciels créés ou acquis	3 à 8 ans
Portefeuilles de contrats clientèle acquis	6 à 13 ans

En application du règlement n° 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs, les frais d'acquisition des immobilisations sont incorporés à la valeur d'entrée au bilan de ces immobilisations.

Les logiciels destinés à un usage interne sont enregistrés en immobilisations si le projet a de sérieuses chances de réussite technique et que l'entité manifeste sa volonté de produire le logiciel (PCG art 611-3).

Les logiciels créés par l'entité destinés à un usage commercial ainsi que ceux destinés aux besoins propres de l'entité sont inscrits en immobilisations, à leur coût de production. Le coût de production comprend les seuls coûts liés à la conception détaillée de l'application (analyse organique), à la programmation, à la réalisation des tests et jeux d'essais et à l'élaboration de la documentation technique destinée à l'utilisation interne ou externe (PCG art 611-4).

Lorsqu'il existe des indices de perte de valeur, un test de dépréciation visant à comparer la valeur comptable du bien et sa valeur actuelle est effectué. En cas de perte de valeur, une dépréciation est constatée en compte de résultat, dans la rubrique dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles. En particulier, le mali généré par une opération de fusion ou assimilée subit une dépréciation lorsque la valeur actuelle d'un actif sous-jacent auquel une quote-part du mali a été affectée devient inférieure à la valeur comptable de l'actif précité, majorée de la quote-part du mali affecté.

En application du règlement 2015-06 de l'ANC transposant la directive européenne 2013, le mali technique est comptabilisé au bilan par catégories d'actifs selon son affectation aux plus-values latentes sur les actifs sous-jacents apportés (PCG art 745-5 et 745-6).

Solution informatique

Une solution informatique est un ensemble organisé de fonctionnalités logicielles (programmes, codes, paramétrages...) apte à satisfaire les besoins des utilisateurs en vue notamment de stocker, manipuler, transformer, produire, sécuriser des données, d'y accéder ou encore de les transmettre. Une solution informatique peut être un projet unique ou un ensemble de sous-projets.

Toute solution informatique porteuse d'avantages économiques futurs pour l'entité et utilisée au-delà d'un exercice, constitue une immobilisation incorporelle.

Conformément au règlement ANC 2023-05 modifiant le règlement ANC 2014-03, le coût d'entrée des solutions informatiques peut être défini :

- par le coût d'acquisition en respectant les règles générales de reconnaissance d'un actif incorporel,
- ou par le coût de production comprenant les coûts engagés par l'entité, dès lors que l'ensemble des conditions d'activation sont remplies, il comprend les seuls coûts directement attribuables à la solution informatique et nécessaire à sa production.

Fonds de commerce

Le fonds commercial est constitué des éléments non identifiables d'un fonds de commerce et qui n'ont pas fait l'objet d'une évaluation séparée au bilan. Il concourt au maintien et au développement du potentiel d'activité : les fonds commerciaux présumés à durée indéfinie ne font pas l'objet d'amortissements mais de tests de dépréciation annuels conformément au règlement de l'ANC 2015-06 du 23 novembre 2015. Dans l'hypothèse où cela aboutirait à un montant inférieur à celui figurant à l'actif du bilan, une dépréciation serait enregistrée. Le mali technique résiduel après affectation aux différents actifs sous-jacents est porté pour son solde net en fonds commercial.

Provisions

Des provisions sont constituées en vue de couvrir des risques ou charges clairement identifiés et mesurables. Les provisions non liées à des opérations bancaires sont constituées conformément au règlement ANC 2014-03 : elles sont subordonnées à l'existence d'une obligation à l'égard des tiers sans contrepartie future.

Provisions épargne-logement

Il est fait application du règlement ANC n° 2014-07 relatif à la comptabilisation des comptes et plans épargne logement. "La provision épargne-logement est destinée à couvrir les risques liés à :

- l'engagement d'octroyer des prêts habitat aux souscripteurs des comptes et plans d'épargne-logement à un taux réglementé potentiellement inférieur aux conditions de marché du moment,
- l'obligation de rémunérer pour une durée indéterminée l'épargne collectée en plans épargne-logement à un taux d'intérêt fixé à l'ouverture du contrat (taux pouvant s'avérer supérieur aux futures conditions de marché)."

Cette provision est calculée par génération de plans d'épargne-logement (les PEL de même taux à l'ouverture constituant une génération) d'une part, et pour l'ensemble des comptes d'épargne-logement (qui constitue une seule et même génération) d'autre part, sans compensation entre les engagements relatifs à des générations différentes. Les engagements sont établis à partir d'un modèle prenant en compte notamment :

- les observations historiques des comportements des souscripteurs,
- la courbe des taux et une modélisation stochastique de ces évolutions.

Provisions pour engagements sociaux

Federal Finance applique la recommandation n° ANC 2013 - 02 du 7 Novembre 2013 relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires.

Les régimes de retraite peuvent être des régimes à cotisations définies ou des régimes à prestations définies. Les régimes à cotisations définies ne comportent aucun engagement de la société sur le niveau de prestations fournies. Les cotisations versées constituent une charge de l'exercice, enregistrée dans la rubrique frais de personnels. Les régimes à prestations définies désignent des régimes pour lesquels la société s'est engagée à assurer un montant ou un niveau de prestation. Cet engagement constitue un risque à moyen ou long terme. Les engagements en matière de retraite qui ne relèvent pas des régimes à cotisations définies sont intégralement provisionnés dans la rubrique provisions au bilan. Les indemnités de fin de carrière et les médailles du travail sont également enregistrées à ce même poste.

Fonds pour risques bancaires généraux

Institué par le règlement n° 90-02 du Comité de la réglementation bancaire et financière, ce fonds est constitué à la discrétion des dirigeants en vue de faire face à des risques dont la concrétisation est incertaine et qui relèvent de l'activité bancaire.

Les dotations ou reprises sont portées au niveau du compte de résultat dans la rubrique dotations, reprises du fonds pour risques bancaires généraux.

Conversion des comptes en devises

Conformément aux dispositions édictées par le règlement ANC 2014-07, les éléments d'actif, de passif et les engagements hors-bilan de change au comptant exprimés en devises sont évalués au cours de marché à la clôture de l'exercice, à l'exception des éléments libellés en devises participant à la monnaie unique européenne, pour lesquels le taux de conversion officiel a été retenu. Les engagements de change à terme suivent la même règle. Les produits et charges en devises sont enregistrés au cours de change en vigueur le dernier jour du mois de leur perception ou de leur paiement ; les charges et produits courus mais non payés à la date de clôture sont convertis au cours de change à cette date.

Informations sur les postes du bilan, du hors-bilan et compte de résultat

Note 1. Créances sur les établissements de crédit

(En milliers d'euros)	31.12.2025			31.12.2024		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes ordinaires	389 842		389 842	429 594		429 594
Prêts, valeurs reçues en pension		1 606 209	1 606 209		1 768 284	1 768 284
Créances rattachées	1 865	26 744	28 609	2 679	35 004	37 683
Total	391 707	1 632 953	2 024 659	432 273	1 803 288	2 235 561

Note 2. Opérations avec la clientèle Actif

(En milliers d'euros)	31.12.2025				31.12.2024			
	En cours brut	Dont En cours douteux	Dépréciations	Total	En cours brut	Dont En cours douteux	Dépréciations	Total
Créances commerciales								
En cours	-	-	-	-	-	-	-	-
Créances rattachées	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et crédits								
En cours	2 538 681	21 554	-6 099	2 532 583	2 453 182	10 251	-2 620	2 450 562
Créances rattachées	6 281	525	-525	5 757	5 539	116	-116	5 423
Comptes ordinaires								
En cours	264 657	1 503	-1 020	263 637	295 036	988	-806	294 231
Créances rattachées	2 455	-	-	2 455	3 488	-	-	3 488
Total	2 812 074	23 581	-7 643	2 804 431	2 757 245	11 355	-3 542	2 753 703

Le taux de couverture de provisions sur les créances douteuses s'élève à 32,41% en 2025 contre 31,19% en 2024.

Note 3. Actions et autres titres à revenu variable

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Titres détenus	1	723
Créances rattachées	-	-
Dépréciations sur titres	-0	-5
Total net	1	718
Plus-values latentes	-	192

L'ensemble de ces titres est classé en titres de placement.

Actions et autres titres à revenu variable par type de cotation

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Actions et autres titres à revenu variable cotés	0	722
Actions et autres titres à revenu variable non cotés	1	0
Total	1	723

Note 4. Participations, autres titres détenus à long terme et parts dans les entreprises liées

(En milliers d'euros)	31.12.2024	Augmentation	Diminution	Autres	31.12.2025
Participations					
Valeur brute	573				573
Dépréciations					
Valeur nette	573				573
Autres titres détenus à long terme					
Valeur brute	301	16			317
Dépréciations					
Valeur nette	301	16			317
Entreprises liées					
Valeur brute	65 069				65 069
Mali affecté	4 161				4 161
Dépréciations					
Valeur nette	69 230				69 230

Le portefeuille est évalué suivant la situation nette et intègre le certificat au fonds de garantie pour 317 152 euros.

Il n'y a pas de titres cotés dans le portefeuille participations et parts dans les entreprises liées.

Suite à l'application du règlement 2015-06, le mali a été affecté aux titres sur les entreprises liées. Il n'a été ni déprécié, ni amorti au 31/12/2025.

Tableau des filiales et participations

Informations financières Concernant les filiales et participations (En milliers d'euros)	Capital	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats	Quote-part du capital détenue	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires du dernier exercice écoulé	Résultats du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
				Brute	Nette					
A - Renseignements détaillés sur chaque titre dont la valeur brute excède 1 % du capital										
1. Filiales (sociétés détenues à plus de 50 %)										
ARKEA ASSET MANAGEMENT 1, allée Louis Lichou 29480 Le Relecq-Kerhuon (1)	3 027	143 933	97,35%	41 997	41 997			163 001	89 649	33 704
ARKEA REAL ESTATE 72, rue Pierre Charron 75008 Paris (2)	200	12 384	69,98%	22 372	22 372			19 072	4 800	-
ARKEA REAL ESTATE INVESTMENT MANAGEMENT 72, rue Pierre Charron 75008 Paris (2)	1 000	17 473	69,98%	700	700			73 583	9 288	
2. Participations (détenues entre 10 % et 50 %)										
B - renseignements globaux concernant les autres filiales et participations										
1. FILIALES FRANCAISES										
2. FILIALES ETRANGERES										
3. PARTICIPATIONS FRANCAISES				573	573	40				
4. PARTICIPATIONS ETRANGERES										
(1) Données issues des états financiers au 31/12/2025.										
(2) Données issues des états financiers au 31/12/2024.										

Note 5. Immobilisations corporelles et incorporelles

(En milliers d'euros)	31.12.2024	Augmentation	Diminution	31.12.2025
Immobilisations incorporelles				
Montant brut	7 217	474	-22	7 669
Amortissements	-525	-453		-979
Montant net	6 692	21	-22	6 690
Immobilisations corporelles				
Montant brut	163		-15	148
Amortissements	-133	-11	5	-139
Montant net	31	-11	-10	9

Aucune charge de dépréciation n'a été constatée sur les immobilisations incorporelles et corporelles au cours de l'exercice 2025.

Federal Financene détient pas de terrain d'exploitation et hors exploitation.

En application du règlement 2015-06 de l'ANC transposant la direction européenne 2013, le mali technique est comptabilisé au bilan par catégories d'actifs selon son affectation aux plus-values latentes sur les actifs sous-jacents apportés (PCG art 745-5 et 745-6).

Fonds de commerce

(En milliers d'euros)	Achat	Reçu en apport	Cessions	Montant global	Dépréciations
Eléments constitutifs					
APA BPE GESTION DE FORTUNE - 2013		6 651		6 651	
Autres		22	-22	0	
Total		6 673	-22	6 651	

Note 6. Autres actifs

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Etat	4 975	3
Prime épargne-logement	22	20
Opérations sur titres	4 613	4 474
Dépôts de garantie versés	230	220
Autres débiteurs divers	1 723	7 607
Total	11 564	12 325

Note 7. Comptes de régularisation – Actif

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Valeurs à l'encaissement	385	29
Comptes d'ajustement		
Charges constatées d'avance	7	
Produits à recevoir	11 059	11 425
Comptes de régularisation divers	245	1 233
Total	11 695	12 687

Note 8. Dettes envers les établissements de crédit

En milliers d'euros)	31.12.2025			31.12.2024		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes ordinaires	11		11			
Emprunts et valeurs données en pension		3 903 883	3 903 883		3 987 506	3 987 506
Dettes rattachées		66 983	66 983		75 683	75 683
Total	11	3 970 867	3 970 878		4 063 189	4 063 189

Note 9. Opérations avec la clientèle – Passif

(En milliers d'euros)	31.12.2025			31.12.2024		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes d'épargne à régime spécial	29 047	3 009	32 056	30 371	2 975	33 346
Dettes rattachées sur comptes d'épargne	160	69	229	200	70	270
Comptes ordinaires	450 086		450 086	393 416		393 416
Comptes à terme et emprunts		214 570	214 570		340 595	340 595
Centralisation CDC	-3 671		-3 671	-3 603		-3 603
Dettes rattachées	1 443	4 926	6 369	1 694	6 678	8 373
Total	477 066	222 575	699 641	422 079	350 318	772 397

Note 10. Autres Passifs

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Etat	3 883	2 248
Rémunérations dues au personnel	1 429	635
Charges sociales	461	198
Divers	4 950	5 015
Total	10 723	8 095

Note 11. Comptes de régularisation – Passif

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Comptes indisponibles sur opérations de recouvrement	3	1
Charges à payer	11 888	10 730
Produits constatés d'avance		
Comptes de régularisation divers	715	1 451
Total	12 606	12 183

Note 12. Provisions

(En milliers d'euros)	31.12.2024	Dotations	Reprises (utilisées)	Reprises (non utilisées)	Autres variations	31.12.2025
Provisions pour risques d'exécution des engagements par signature	3 800	33		-800		3 033
Provisions pour engagement de retraite (1)	388			-76		314
Provisions charges de personnel						
Provisions litiges						
Provision épargne logement	6	2				9
Autres provisions	540	572		-389		721
Total	4 734	607		-1 265		4 077
Variation nette				-658		

La provision pour engagements de retraite est évaluée selon la méthode des unités de crédit projetées et tient compte d'hypothèses démographiques, de taux de rotation des effectifs, d'augmentations des salaires, de taux d'actualisation et d'inflation. En particulier, les calculs réalisés intègrent un taux d'actualisation entre 3,46% et 4,11%. Ce taux est déterminé en référence à l'indice iBoxx corporate AA 10+ eurozone basé sur des obligations privées. Les calculs intègrent également un taux de rotation des effectifs compris entre 0,00% et 6,17% et un taux de revalorisation des salaires brut d'inflation compris entre 2,84% et 3,51%. Les engagements sont évalués sur la base des tables de mortalité TH00-02 et TF00-02 pour la phase de constitution de l'engagement et des tables de mortalité TGH05 et TGF05 pour la phase de restitution des rentes.

Le poste provision pour risques d'exécution des engagements par signature comprend un montant de 3 000 milliers d'euros correspondant à la différence entre le montant de la garantie apportée par Federal Finance au Trésor en couverture d'un report de paiement de droits accordé à un client de Federal Finance et la valeur des garanties apportées par ce client à Federal Finance pour couvrir le risque d'exécution de la garantie donnée.

Note 13. Dettes subordonnées

Dettes subordonnées représentant au moins 10 % du total des dettes subordonnées (En milliers d'euros)	Montant	Devise	Taux	Echéance	Conditions de la subordination	Possibilité de remboursement anticipé
Titres subordonnés	20 000	eur	1,94%	19/12/2034	Tiers 2	non
Dettes rattachées	26					
Total	20 026					

Note 14. Capitaux propres hors FRBG

(En milliers d'euros)	Début d'exercice	Affectation résultat exercice précédent	Autres variations de l'exercice	Variation de l'exercice	Fin d'exercice
Capital	20 747				20 747
Prime d'émission	4 685				4 685
Total réserves	64 132				64 132
Réserve légale	2 075				2 075
Réserves facultatives et statutaires	62 057				62 057
Report à nouveau créditeur	76 060	4 441			80 501
Résultat de l'exercice	44 400	-44 400		39 990	39 990
Dividendes versés		39 959			
Total	210 025	0		39 990	210 056

Le capital est composé de 2 074 703 d'actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 euros soit un capital de 20 747 030 euros.

Note 15. Ventilation de certains actifs / passifs selon leur durée résiduelle

	D<3 mois	3M<D<1an	1an<D<5ans	D>5ans	Dettes et créances rattachées	Total
Actif						
Créances sur établissements de crédit	573 887	159 890	254 000	1 008 274	28 609	2 024 659
à vue	389 842				1 865	391 707
à terme	184 045	159 890	254 000	1 008 274	26 744	1 632 953
Créances sur la clientèle	307 430	130 129	559 196	1 799 466	8 212	2 804 431
créances commerciales						
autres concours à la clientèle	43 793	130 129	559 196	1 799 466	5 757	2 538 340
comptes ordinaires débiteurs	263 637				2 455	266 092
Obligations et autres titres à revenu fixe						
Passif						
Dettes envers les établissements de crédit	284 340	387 113	912 642	2 319 800	66 983	3 970 878
à vue	11					11
à terme	284 329	387 113	912 642	2 319 800	66 983	3 970 867
Opérations avec la clientèle	584 879	50 729	37 635	19 798	6 598	699 639
comptes d'épargne à régime spécial	28 126	133	47	79	229	28 614
à vue	25 376				160	25 536
à terme	2 750	133	47	79	69	3 078
autres dettes	556 753	50 596	37 588	19 719	6 369	671 025
à vue	450 086				1 443	451 529
à terme	106 667	50 596	37 588	19 719	4 926	219 496

Note 16. Engagements de l'activité bancaire

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Engagements donnés	242 743	275 569
Engagements de financement	196 887	229 968
en faveur de la clientèle	196 887	229 968
Engagements de garantie	45 856	45 601
d'ordre de la clientèle (1)	45 856	45 601
Engagements sur titres		
autres engagements donnés		
Engagements reçus	1 194 497	1 145 762
Engagements de garantie	1 194 497	1 145 762
reçus des établissements de crédit	53 390	37 000
reçus de la clientèle	1 141 107	1 108 762
Engagements sur titres		
autres engagements reçus		

(1) Un engagement hors-bilan de 17,3 millions d'euros est provisionné à hauteur de 3,0 millions d'euros.

Note 17. Intérêts, produits et charges assimilés

(En milliers d'euros)	31.12.2025		31.12.2024	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations avec les établissements de crédit	68 235	-122 977	90 285	-134 241
Opérations avec la clientèle	81 281	-12 469	77 832	-23 718
Autres opérations	53	-8	43	-51
Total	149 570	-135 455	168 160	-158 009

Note 18. Revenus des titres à revenu variable

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Parts dans les entreprises liées	33 704	32 651
Total	33 704	32 651

En 2024, les dividendes reçus provenaient des entités Schelcher Prince Gestion (SPG) et Federal Finance Gestion (FFG), en 2025, les dividendes reçus proviennent de Arkea Asset Management (AAM).

Note 19. Commissions

(En milliers d'euros)	31.12.2025		31.12.2024	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations avec la clientèle	493	-12	133	-12
Opérations sur titres		-6	151	-4
Opérations sur hors-bilan	8	-45	10	-81
Prestations de services financiers (1)	24 684	-5 515	41 577	-5 467
Total	25 185	-5 577	41 870	-5 563

(1) Le transfert de l'activité d'« asset manager support » réalisé en 2024 a impacté les postes suivants :

a. sur les produits :

i. la prestation de délégation de moyen OPCVM pour -8 634 milliers d'euros

ii. les commissions de gestion FCP pour -7 501 milliers d'euros

iii. les mandats internes de commissions pour -2 935 milliers d'euros

b. sur les charges :

i. les frais de recherche brokers pour -445 milliers d'euros

Note 20. Gains ou pertes sur opérations de portefeuille**Portefeuilles de placement et assimilés**

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Opérations sur titres de placement		
Plus-values de cession	385	41
Moins-values de cession	-13	
Dotations aux dépréciations		
Reprises des dépréciations	5	93
Total	377	134

Note 21. Charges générales d'exploitation

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Frais de personnel	-10 944	-17 456
Salaires et traitements	-5 716	-10 408
Charges sociales	-2 924	-4 976
dont charges de retraite	-842	-1 317
Intéressement et participation	-1 304	-586
Impôts et taxes afférentes	-1 000	-1 486
Autres frais administratifs	-10 489	-14 538
Impôts et taxes	-454	-462
Services extérieurs	-10 983	-16 112
Charges refacturées	948	2 036
Autres charges d'exploitation		
Total	-21 433	-31 994

Les variations des différents postes sont principalement dues au transfert de l'activité d'« asset manager support » réalisé en 2024.

Ventilation des effectifs du personnel salarié

	31.12.2025	31.12.2024
	Personnel salarié	Personnel salarié
Employés	12	14
Cadres	89	155
Total	101	169

La rémunération globale allouée aux membres du conseil d'administration est de 21 K€.

Note 22. Coût du risque

(En milliers d'euros)		31.12.2025	31.12.2024
Créances	Dotations	-4 526	-2 127
	Reprises utilisées		70
	Reprises devenues disponibles	822	2 547
	Créances irrécouvrables couvertes		
Risques hors-bilan	Dotations	-33	
	Reprises utilisées		
	Reprises devenues disponibles	800	51
	Solde	-2 937	541

Note 23. Impôt sur les bénéfices

(En milliers d'euros)		31.12.2025	31.12.2024
Charge fiscale courante hors apport des filiales intégrées		-2 763	-4 700
Total		-2 763	-4 700
Résultat avant impôt, résultat exceptionnel et FRBG		42 753	49 101
Taux effectif		6,46%	9,57%

Note 24. Comptes consolidés

Filiale à 99,99% de Crédit Mutuel Arkéa, les comptes de Federal Finance sont intégrés globalement dans les comptes consolidés de Crédit Mutuel Arkéa, situé au 1, rue Louis Lichou 29480 Le Relecq Kerhuon.

Les états financiers consolidés sont consultables sur le site internet de Crédit Mutuel Arkéa, à savoir :
https://www.cm-arkea.com/arkea/banque/assurances/c_9172/fr/documents-d-enregistrement-universels

Note 25. Intégration Fiscale

La société était comprise dans le périmètre de l'intégration fiscale du Crédit Mutuel Arkéa dont la société mère est Crédit Mutuel Arkéa depuis le 01/01/2022. Elle est sortie le 01/01/2025.

IV. – Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels
(Exercice clos le 31 décembre 2025)

A l'Assemblée générale
FEDERAL FINANCE
1 Allée Louis Lichou
29480 LE RELECQ KERHUON

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société FEDERAL FINANCE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au conseil de surveillance exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce.

Fondement de l'opinion**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2023-03 exposées dans l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations – Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

• Risque de crédit – Dépréciation individuelle des encours - Notes 2 et 22 de l'annexe aux comptes annuels

Risque identifié et principaux jugements

Federal Finance est exposé aux risques de crédit et de contrepartie. Ces risques résultant de l'incapacité de ses clients ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers, portent notamment sur les activités de prêts de la banque.

Les encours de crédits supportant un risque de contrepartie avéré font l'objet de dépréciations et provisions destinées à couvrir les risques avérés de pertes. Ces dépréciations et provisions sont déterminées sur base individuelle selon le type de produits (crédit immobilier et autres types de crédits). Elles sont évaluées par le management de votre Banque en fonction des flux futurs recouvrables estimés tenant compte des garanties disponibles sur chacun des crédits concernés. La constitution de ces dépréciations est fondée sur différents paramètres intégrant notamment des critères d'impayés ou de situation financière de la contrepartie, après prise en considération des garanties.

Nous avons considéré que l'appréciation du risque de crédit et l'évaluation des dépréciations constituaient un point clé de l'audit pour ce qui concerne le risque de crédit aux entreprises. En effet, les crédits octroyés à la clientèle constituent une part significative du bilan et les provisions constituées représentent une estimation significative pour l'établissement des comptes et font appel au jugement de la direction dans l'appréciation du niveau de provisionnement individuel des encours de crédits.

En particulier, dans le contexte persistant de crises successives, nous avons considéré que l'appréciation de l'adéquation du niveau de couverture des risques de crédit par des provisions et le niveau du coût du risque associé constituent une zone d'attention particulière pour l'exercice 2025.

Au 31 décembre 2025, le montant total des encours de prêts à la clientèle exposés au risque de crédit s'élève à 2 812 millions d'euros (vs 2 757 millions d'euros au 31.12.2024) pour un montant total des dépréciations qui s'élève à 7,6 millions d'euros (vs 3,5 millions d'euros au 31.12.2024) et un coût du risque négatif de 2,9 millions d'euros au titre de l'année 2025 contre un coût du risque positif 0,5 millions d'euros en 2024, comme précisé dans les notes 2 et 22 de l'annexe aux comptes sociaux de Federal Finance au 31 décembre 2025.

Notre approche d'audit

Dans le cadre de nos procédures d'audit, nous avons examiné le dispositif de contrôles et testé la conception et l'efficacité des contrôles clés relatifs au recensement des expositions, au suivi du risque de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à la détermination des dépréciations et provisions afférentes sur base individuelle.

Nos travaux ont consisté en la réalisation de tests de contrôles du dispositif d'identification et de suivi des contreparties sensibles, douteuses et contentieuses, du processus de revue de crédit et du dispositif de valorisation des garanties.

Par ailleurs, sur la base d'un échantillon de dossiers sélectionnés sur des critères de matérialité et de risque, nous avons réalisé des analyses contradictoires des montants de provisions et, dans ce cadre, avons notamment apprécié leur correcte actualisation et évaluation dans le contexte économique actuel.

Enfin, nous avons examiné les informations publiées en note 2. et 22. de l'annexe aux comptes annuels relatives au risque de crédit.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante :

Comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-4 et L.22-10-10 du code de commerce.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires**Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société FEDERAL FINANCE par vos assemblées générales du 20 mai 2022 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et du 17 décembre 2019 pour le cabinet Deloitte & Associés.

Au 31 décembre 2025, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la 4^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet Deloitte & Associés dans la 7^{ème} année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au conseil de surveillance exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821 - 67 du code de commerce de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le directoire

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au conseil de surveillance exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce

Nous remettons au conseil de surveillance exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au conseil de surveillance exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce, figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au conseil de surveillance exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537- 2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons

avec le conseil de surveillance exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Nantes et Paris-La Défense, le 15 avril 2026

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Nicolas JOLIVET

Deloitte & Associés
Jean-Vincent COUSTEL

V. — Rapport de gestion

En application du règlement ANC n°2014-07, le rapport de gestion peut être obtenu sur simple demande à l'adresse suivante
FEDERAL FINANCE : 1 Allée Louis Lichou, 29480 LE RELECQ-KERHUON